

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **37 (2000)**

Heft 1450

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le sommet du triangle cherche sa base

LES EFFETS DE l'annonce furent exceptionnellement favorables. Le regroupement des forces des Universités de Vaud, de Genève et de l'EPFL fut perçu comme un grand projet rassembleur. Les questions posées, à Lausanne, sur le regroupement de la pharmacie à Genève tenaient avant tout à l'étonnement de voir désaffecter un bâtiment neuf créé à Dornigny pour la pharmacie précisément. Ces intentions, bonnes, furent confirmées par un brelan, rare dans le jeu politique, de dames. Martine Brunschwig-Graf, Francine Jeanprêtre et Ruth Dreifuss signèrent une déclaration d'intention à l'appui du projet. L'huile était prête avant que tournent les rouages.

Les quelques millions qui manquent à l'EPFL pour la mise en œuvre du plan semblent être une péripétie médiatisée, s'inscrivant dans la fourchette qui sépare le souhaitable de l'indispensable. Mais à cette occasion on découvre des instances, comme le Conseil des Ecoles polytechniques, qui échappent à l'autorité politique directe. Plus généralement se révèle le flou, dans le calendrier et les chiffres, du projet mis en place par l'équipe des anciens recteur et président. Certes rien qui remette en cause l'intention rassembleuse. Mais les responsables politiques qui ont mis leur autorité en jeu doivent, par décision hiérarchique quand elle dépend d'eux, par entente et convergence des volontés quand ils ont à respecter des pouvoirs intermé-

diaires, assurer le cheminement du projet, avec un souffle qui permette de tenir la distance.

Reste dans cette équation les projets des sciences humaines, notamment ceux des facultés vaudoises puisqu'elles auront la responsabilité accrue d'incarner l'Université quand des branches scientifiques importantes auront passé sur l'autre rive. Il a fallu au Dies academicus que ce soit la représentante des étudiants qui s'étonne que les sciences humaines veuillent, vassalement, d'abord accompagner la révolution génétique. Il y a accord, mais en coulisse, pour déclarer creux et logorrhique le

*L'Université nous doit
un débat sur ses
projets, ses priorités*

projet Iris que DP avait partiellement publié. On admet que les sciences humaines se doi-

vent d'accompagner et de critiquer l'évolution des sciences façonnant de nouveaux comportements sociaux, mais la génétique ou l'informatique ne sont pas les seules références de la société. Les doyens des Facultés des Lettres et de Droit se disent, dans *Uniscope*, un peu plus satisfaits, mais on ne sait pourquoi. L'Université nous doit donc un débat ouvert sur ses projets, ses priorités. Car on va assister à ce paradoxe: il est discuté savamment de l'obligation de soumettre au référendum financier obligatoire les 33 millions, jusqu'ici alloués à la chimie, à la physique et aux mathématiques et qui devront être réinjectés dans d'autres projets, mais personne ne sait clairement au profit de qui, de quoi se fera la réallocation. AG